



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

La Lettre du CIAN

Mars / Avril 2018

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

Edito

Plaidoyer pour les partenariats public privé en Afrique

Ce qui vient d'arriver dans le secteur de la distribution d'eau et d'électricité au Gabon, où l'Etat a mis fin à la concession avec Veolia, a réquisitionné la société d'exploitation SEEG et installé une nouvelle direction, pose des interrogations sur les partenariats public-privé (PPP) en Afrique.

Il ne s'agit pas ici d'arbitrer les responsabilités de l'une ou l'autre partie, sans connaître les tenants et aboutissants d'une relation vieille de 21 ans. Simplement, quel que soit le futur gestionnaire, améliorer le service ou même en assurer la continuité, ne pourra se faire sans investissements dans les outils de production, ni règlement des arriérés de paiement.

Dans le cas particulier de cette affaire, il faut éviter de jeter l'opprobre sur les PPP qui ont démontré depuis longtemps leur efficacité. Il s'agit d'une bonne méthode de développement pour l'Afrique, notamment pour les infrastructures qui lui font tant défaut.

Quelle que soit la forme choisie (concession, contrat de partenariat, délégation de service public), les PPP permettent de bénéficier du savoir-faire et de l'efficacité du secteur privé, ainsi que de modalités de financement qui compensent l'insuffisance de ressources de l'Etat. Ils permettent aussi d'assurer la maintenance et l'entretien, traditionnel point faible de la gestion publique en Afrique. Quand on mesure tous ces atouts (expertise, rapidité,

financement, maintenance) la critique selon laquelle une gestion directe par les Etats leur coûterait moins cher ne résiste pas à l'analyse. Toutefois, le succès des PPP nécessite le respect de quelques grands principes.

Le premier consiste à choisir un cadre juridique solide dès le départ, qui définit sans ambiguïté les responsabilités respectives des parties.

Le deuxième réside dans le fait que chaque partenaire respecte scrupuleusement ses obligations, qu'il s'agisse de l'opérateur privé ou de la puissance publique.

Le troisième principe tient au fait que le projet doit être calibré avec réalisme à son lancement, pour éviter les engagements intenable ou les modes de gouvernance paralysants.

Le quatrième, c'est le respect absolu de l'état de droit. La tentation est grande pour les Etats d'user de leur puissance régaliennne pour peser ou modifier les contours d'un PPP alors que le contrat, le respect des engagements et le dialogue entre partenaires doivent être la seule manière de faire.

Les PPP sont un outil formidable pour le développement de l'Afrique. Puissent les considérations politiques ou l'absence de rigueur ne pas porter atteinte à leur crédibilité.



**Etienne Giros,
Président délégué**

NOUVEAUTE

Le Rapport 2017 est paru en version anglaise.



Pour le commander :

communication@cian.asso.fr

Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

ACTIVITES DU CIAN

Forum Afrique – CIAN/ MOCI

Paris, 2 février

Nouveau succès pour le Forum Afrique organisé chaque année avec le Moci et la CCI Paris Ile-de-France. Le thème 2018, « Enjeux climatiques : quelles opportunités d'affaires en Afrique ? », a attiré plus de 700 participants dans les Salons de l'Hôtel Potocki.

Dans la conférence d'ouverture, **Pierre Jacquemot**, président du GRET, a souligné « l'injustice » en matière de climat. Alors que le continent africain émet moins de 2% des gaz à effet de serre, il paie déjà un lourd tribut au dérèglement climatique : inondations, sécheresse, menaces sur les bandes côtières, élévation du niveau des fleuves ou assèchement de lacs...

Didier Julienne, expert des mines et des marchés de matières premières extractives, a plaidé en faveur d'une accélération de l'électrification du continent tout en recommandant d'éviter les centrales à charbon. C'est pourquoi, les innovations technologiques présentées lors des tables-rondes suivantes : mini-réseaux hybrides avec partie solaire pour les communes rurales, mix énergétique autour du gaz, moins polluant que le pétrole, progrès en matière d'énergies renouvelables et de leur stockage, apportent de nouvelles perspectives. Les groupes Total, Bolloré, Orange, Akuo Energie, très présents en Afrique, ont exposé des solutions viables et dont les coûts vont diminuer grâce aux efforts de R&D.



La prise en compte des enjeux environnementaux peut être un facteur de différenciation qui joue en faveur des entreprises françaises, a souligné **Manuel Flahault**, directeur commercial d'AirFrance KLM. Elle est aussi au cœur des propositions de la *Taskforce* Ville Durable, qui réunit 500 entreprises françaises de toute taille, parties à la conquête des collectivités, en particulier celles des pays en développement. Comme l'a rappelé **Gérard Wolf**, son président, les enjeux sont importants : 13 villes nouvelles de plus de 2 millions d'habitants sont à l'étude en Egypte, les métropoles comme Lagos, Johannesburg ou Lusaka n'arrêtent plus de grossir...

Les besoins d'infrastructures des pays africains vont de pair avec des besoins de financement, comme l'a rappelé la dernière table-ronde. **Emmanuelle Matz**, responsable de la division Energie et infrastructure de Proparco a indiqué que les bailleurs de fonds intègrent totalement la priorité climat dans leur stratégie.

Du côté du secteur privé, l'initiative Terrawatt, regroupée des grandes entreprises qui ont décidé d'agir pour la généralisation de l'énergie photovoltaïque, en levant les obstacles financiers ou réglementaires. Enfin **Pedro Novo**, directeur des financements de BPI-France, a incité les entreprises françaises à s'engager sur le continent car la concurrence dans le domaine est extrêmement active. D'ailleurs les initiatives de

financements publics privés se multiplient, une bonne nouvelle pour les porteurs de projet.

Les travaux se sont poursuivis par des ateliers et des rencontres BtoB tout l'après-midi.



Economie circulaire – CIAN

Paris, 9 février

Après le climat retenu comme thème du Forum, les travaux éco-responsables se sont poursuivis sous l'impulsion de **Pierre Terrier**, président de Valterra Consulting. L'Institut National de l'Economie Circulaire, représenté par son directeur général adjoint **Stéphane Murignieux**, a introduit la thématique avant les témoignages sur l'Afrique.

Alors que depuis longtemps et partout sur le continent se pratiquent le recyclage, le réemploi, la réparation,... souvent à toute petite échelle et dans l'économie informelle, comment les entreprises internationales peuvent-elles envisager un modèle d'économie circulaire sur le continent ? Pas si simple, ont répondu les entreprises présentes. Car même si le modèle est cohérent avec les enjeux de RSE et les bonnes pratiques des groupes français, bien souvent les filières organisées de recyclage n'existent pas. Justement **Murielle Diaco**, fondatrice de Djouman, propose de mettre en relation avec les entreprises des startups locales qui travaillent sur l'éco-conception, la biomasse et la récupération. Ainsi Coliba à Abidjan récupère jusqu'à une tonne de déchets plastiques par jour.

Améliorer le secteur des déchets est aussi la préoccupation de Suez comme l'a exposé **Jean-Pierre Maugendre**, directeur adjoint du développement durable. Au Maroc, sur les sites de Meknès et de Tanger, l'opérateur travaille avec les chiffonniers pour leur assurer un revenu décent. Il réhabilite des sites d'enfouissement et valorise le biogaz des décharges.

En deux heures, le thème de l'économie circulaire était loin d'être épuisé et les questions nombreuses. Normes, études de solutions par filière, bilans économiques... pourront être de futurs sujets à creuser avec les entreprises implantées en Afrique, comme l'a conclu Pierre Terrier.

Classes moyennes en Afrique - IFRI

Paris, 25 janvier

L'institut français des relations internationales (IFRI) a organisé avec le soutien du think-tank marocain OCP Policy Center, une journée de travail sur la question des classes moyennes en Afrique, avec la participation de douze chercheurs européens et africains. Dans son introduction, **M. Thomas Gomart**, directeur de l'IFRI, a rappelé que le concept de classes moyennes africaines a été lancé en 2011 par une étude de la Banque africaine de développement (BAD). Il a été depuis largement repris par des consultants souhaitant mettre en avant le

En savoir plus

Forum Afrique

Retour sur l'événement
<https://www.lemoci.com/evnement/forum-afrique-2018/retour-sur-evenement/>

INED

institut-economie-circulaire.fr

IFRI

www.ifri.org
 Travaux sur les classes moyennes africaines
<https://www.ifri.org/fr/classes-moyennes-afrique>

potentiel de marché de ces nouveaux consommateurs pour les entreprises internationales.

De ces interventions et des débats qui ont suivi, on peut retenir les principaux points suivants.

D'après la définition proposée par la BAD, les classes moyennes sont une catégorie statistique dont le revenu par tête est situé entre 4 USD et 20 USD par jour. Ce niveau de revenu permet aux ménages d'émerger de la précarité et de réussir à dégager un surplus pour une consommation moins contrainte et un effort d'épargne, sans pour autant être à l'abri d'un déclassement rapide. A l'échelle du continent, les classes moyennes représenteraient ainsi environ 10 à 15 % d'une population totale de 1,2 milliard d'habitants, soit environ 150 millions d'habitants, avec d'évidentes variations selon les pays.

Ces classes moyennes sont d'une très grande hétérogénéité sociale, d'autant que les situations varient beaucoup : il est difficile de comparer les classes moyennes en Afrique du Sud avec celles de Côte d'Ivoire ou du Mali. Cependant, certains critères peuvent être mis en évidence. Il s'agit essentiellement d'une population urbaine, avec des compétences et un bon niveau d'éducation. Elles ont également en commun des valeurs et des comportements assez proches : importance de l'éducation des enfants, pratique religieuse très répandue, vision du futur associée à une culture de l'effort, stratégies d'ascension sociale. A tous égards, cette population est un puissant levier de changement en Afrique.

Commission RSE – CIAN

Paris, 15 février

Comment les entreprises internationales déploient-elles leur politique de RSE en Afrique, en particulier en matière de respect des droits humains ? Les responsables RSE de quatre grands groupes : Orange, Sanofi, Schneider Electric et Vinci sont venus répondre aux adhérents du CIAN.

Il en est ressorti une unanimité sur la méthode : une structuration mondiale des principes de RSE, des choix stratégiques validés au plus haut niveau de l'entreprise (Présidence, Comex) et des méthodes de contrôle qui s'appliquent partout dans le monde, en Afrique comme ailleurs.

La plateforme de RSE, considérée comme facteur d'innovation et de différenciation, est cohérente avec le métier : « faire du numérique un levier pour tous, pour chez Orange », a indiqué **Brigitte Dumont**, directrice RSE du groupe ; protéger les droits humains comme on protège la santé pour Sanofi.

Le dispositif de « vigilance » en matière de droits humains est solide, co-construit avec différentes entités, a précisé **Maxime Goualin**, de Schneider Electric. En particulier, ce groupe s'est consacré à la qualification de ses fournisseurs (au nombre de 60.000 !) progressant d'une première phase d'évaluation des risques à des audits de plus en plus exigeants pour les fournisseurs-clés (300).

Commission Juridique et Fiscale – CIAN

Paris, 9 mars

Les experts de CMS Francis Lefebvre ont dressé les grandes lignes du panorama fiscal 2018 de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne francophone, retenant trois mesures clés par pays. On a pu noter la montée des exigences en matière de documentation et de justification des prix de trans-

fert, la tendance à la hausse des impôts minimum forfaitaires sur chiffre d'affaires. L'enjeu après l'énonciation de la nouvelle loi fiscale est aussi de connaître la pratique qui en sera faite.

Les participants ont ensuite partagé leurs déboires en termes de contrôles agressifs ou de redressements injustifiés.



Commission Digital – CIAN

Paris, 9 mars

« L'Afrique est passée au mobile-paiement ; elle a un temps d'avance », voilà ce qu'on entend souvent. Mais qu'en est-il vraiment ? Quels sont les usages, quels sont les acteurs ?

Marc Rennard qui dirige Orange Bank a détaillé les usages principaux : transfert, paiement de factures en particulier d'abonnement et petits achats. Mais surtout, ce qui n'avait pas été prévu et qui a fait le succès du système, c'est le fait de permettre à une multitude de personnes de déposer leur argent à un endroit pour le récupérer à un autre, en utilisant un simple « *feature phone* » à moins de 10 euros. Ainsi le vendeur du marché apporte sa recette du jour auprès du revendeur Orange Money qui les enregistre virtuellement sur le téléphone ; il peut ensuite récupérer l'argent quand il en a besoin (à la pharmacie, auprès d'un autre revendeur...) sans risque d'être volé, sollicité etc. Depuis deux ans, Orange constate que les sommes apportées restent en dépôt, générant des revenus pour l'opérateur.

Olivier Cechura, directeur marketing de Famoco, développe des terminaux adaptés pour de nouveaux usages : par exemple des balances pour rémunérer directement les petits producteurs de lait.

Orange Money compte maintenant 37 millions de clients en Afrique dont un tiers l'utilise plus d'une fois par mois. Au Mali ou au Burkina Faso, Marc Rennard estime que 40% du PIB transite par l'opérateur, laissant loin derrière les banques de métier.

Que réserve l'avenir ? Les intervenants s'accordent pour dire que le vrai levier qui fera décoller le mobile paiement sera l'interopérabilité. Pour l'instant, les opérateurs fonctionnent en silo. La digitalisation, l'accès à un peu plus de données permettra aussi de développer des applications plus intelligentes, de gestion de compte. Pour l'instant l'expérience client est encore assez frustrante. Une transaction demande de nombreux clics et gagnerait à être plus automatique. De nouveaux services tel que le crédit et l'épargne sont en train de se greffer à l'offre de base.

Le futur est aussi dans le BtoB. Déjà Orange propose une avance de cash aux commerçants qui enregistrent des flux réguliers, ce qui leur donne les moyens de développer leurs affaires.

Ce qui est certain c'est que les nouveaux produits seront inventés à Amman ou à Abidjan, au plus près des besoins, plutôt qu'à Paris ou à New York.

En savoir plus

Commission RSE

Pierre-Samuel Guedj, président
ps.guedj@affectionmutandi.com

Commission Digital

Jean-Michel Huet, président
jean-michel.huet@bearingpoint.com

Commission Juridique et Fiscale

Jean-Jacques Lecat, président
jean-jacques.lecat@cms-fl.com

CIAN

www.cian-afrique.org

Retrouvez les documents des commissions sur votre espace adhérent.



En savoir plus

Commission Anti Corruption
Philippe Montigny, président
philippe.montigny@ethic-intelligence.com

**Commission Anti-Corruption – CIAN
Paris, 26 mars**

Philippe Montigny, président de la Commission, a organisé une rencontre avec **Pascale Dubois**, vice-présidente du Groupe Banque mondiale pour l'Intégrité. La motivation première de la Banque mondiale dans la lutte contre la corruption est de s'assurer que les fonds qu'elle apporte sont employés de façon convenable et utile. Mme Dubois a expliqué le système de sanctions qui peuvent aller jusqu'à des exclusions croisées avec les autres bailleurs de fonds pour les entreprises contrevenantes. Afin de détecter les pratiques douteuses, l'institution encourage la remontée d'informations. Elle demande des preuves avant de mener une enquête sur le terrain pour vérifier si les reproches sont avérés. La Banque mondiale attend

la coopération des entreprises dans cette phase d'enquête et se montre ouverte à la négociation avec les compagnies qui manifestent la volonté de réformer les pratiques.

Pour l'avenir, la Banque mondiale souhaite accentuer les activités de prévention, en développant notamment la formation des entreprises publiques.

Philippe Montigny explique l'initiative du Forum AntiCorruption dans l'Oil&Gaz au Gabon et l'action collective des acteurs de la logistique du Maroc qui refusent ensemble les pratiques de corruption. Mme Dubois salue ces initiatives et remarque que l'environnement est favorable : prise de conscience chez les jeunes, implication de la société civile, code de conduite des entreprises.

VIE DES SOCIETES**En savoir plus**

ACTE INTERNATIONAL
www.acte-international.com
Mathieu Fourcade,
m.fourcade@acte-international.com

AIR FRANCE KLM
www.airfranceklm.com/fr/groupe
Réservations
www.airfrance.fr

ASCOMA
www.ascoma.com

BEARINGPOINT
www.bearingpoint.com/fr-fr/
Télécharger l'étude
<https://www.bearingpoint.com/fr-africa/notre-expertise/publications/electricite-et-telecom-en-afrique-la-convergence/>

ACTE INTERNATIONAL  **Programme de formations au Maroc**

Le Groupe ACTE International, promoteur depuis plus de 20 ans du développement économique durable des entreprises, accompagne plusieurs grandes entreprises et institutions marocaines dans le déploiement de systèmes de management anti-corruption (ISO 37001). A travers ses missions d'audit, expertise stratégique, formation des collaborateurs et certification, sa filiale marocaine agit pour améliorer l'éthique et la transparence dans les affaires sur le continent africain.

Les trois prochaines sessions de formation programmées au Maroc sont : *Risques de corruption en pratique - Collaborateurs exposés* (24 avril 2018) ; *Normes ISO 19600 et ISO 37001 – Maitriser, auditer et certifier un système de management anti-corruption* (du 8 au 12 octobre 2018) ; *Formation des fonds d'investissement & organismes de microfinance aux techniques de cartographie et outils d'évaluation des risques et à la maîtrise d'une méthodologie de déploiement de dispositifs de prévention de corruption dans les entreprises* - (20 et 21 novembre 2018).

AIRFRANCE  **KLM**  **Offre renforcée vers l'Afrique**

Le groupe Air France-KLM enrichit son réseau vers l'Afrique pour la saison été 2018.

Nairobi, capitale du Kenya, est desservie par Air France depuis le 26 mars à raison de 3 vols hebdomadaires en B-787 au départ de Paris CDG. Cette desserte vient compléter les vols quotidiens de KLM au départ d'Amsterdam. A cette occasion, Air France rejoint la joint-venture existante entre Kenya Airways et KLM qui couvre les liaisons entre l'Europe de l'Ouest et l'Afrique de l'Est. Ainsi le nouveau vol Air France vers Nairobi offre des correspondances vers 26 destinations africaines desservies par Kenya Airways.

De plus, Air France dessert désormais quotidiennement Accra au Ghana, via Ouagadougou ou Lomé.

Cela porte à 51 destinations l'offre du groupe Air France-KLM en Afrique.

**Nominations
Jean-Yves Berson**

est directeur général d'Ascoma Congo depuis novembre 2017. Il a intégré le Groupe Ascoma en 1986 en qualité de Directeur Administratif et Financier d'Ascoma Gabon. Sous la supervision de **Michel Valette**, directeur général de la Zone Afrique Centrale Est, Jean-Yves Berson assure le développement d'Ascoma Congo tout en continuant à piloter les activités du Groupe en RDC (courtage et gestion Santé).

Edouard Berson a été nommé directeur d'Ascoma Madagascar en décembre 2017. Il a intégré le Groupe en 2014 en tant que V.I.E au Gabon, et a ensuite occupé le poste de Responsable d'Agence à Brazzaville au Congo. Sous la supervision de **Michel Valette**, directeur général de Zone Afrique Centrale Est, Edouard Berson est en charge du développement des activités d'Ascoma Madagascar.

Estelle Atta a rejoint Ascoma en tant que directrice technique d'Ascoma Côte d'Ivoire en janvier 2018. Elle a également exercé pendant 11 ans la fonction de directrice adjointe du département Production de Gras Savoye en Côte d'Ivoire. Sous la supervision de **Jean-François Alauze**, directeur général de la filiale et d'**Etienne Somian**, directeur général adjoint, Estelle Atta sera en charge de tous les aspects techniques & production de la filiale.

BearingPoint. **Télécoms et électricité**

BearingPoint vient de publier une nouvelle étude dirigée par **Jean-Michel Huet**, associé en charge de l'Afrique au sein du cabinet. Elle porte sur le développement conjoint de l'électricité et des télécoms sur le continent.

La convergence de ces deux secteurs économiques peut être une source de progrès clé pour le développement.

L'étude complète est téléchargeable sur le site de BearingPoint.



Bienvenue en Afrique digitale

BIGFIVE est une agence de marketing digital résolument dédiée au développement de l'Afrique.

Notre offre de valeur est de faire émerger les marques en accompagnant les hommes et les entreprises vers une complète intégration du marketing digital au bénéfice de leurs utilisateurs. Pour cela, nous vous aidons à développer les compétences digitales de votre organisation, nous élaborons votre stratégie de marque et de contenu. Grâce aux outils statistiques, vous mesurez votre e-réputation et évaluez l'efficacité de vos référencements, analysez votre présence sur les réseaux sociaux.

Fort d'une expertise de plus de 15 ans dans les domaines de la stratégie, du digital et de la communication en Afrique, nos consultants vous permettent d'optimiser votre ROI, et de faire les choix pertinents dans votre évolution digitale.



S'engager grâce à un fonds de dotation

Avec des sites de production en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Ghana et au Sénégal, la Compagnie Fruitière, a choisi d'être un producteur engagé, qui met en œuvre une politique de développement durable soucieuse du bien-être de ses salariés et de la préservation de l'environnement. Pour étendre et amplifier le périmètre des actions sociales de l'entreprise, elle a créé en 2012 le Fonds de Dotations Compagnie Fruitière.

Marie-Pierre Fabre, présidente du Fonds de Dotation Compagnie Fruitière a organisé le 6 avril une matinée d'échange sur les fondations et fonds de dotation au siège de la Compagnie Fruitière à Marseille. Elle a demandé au CIAN de relayer son invitation auprès des adhérents qui, comme la Compagnie Fruitière, agissent en Afrique ou envisagent d'y développer des actions environnementales et sociales.



Structurer les secteurs agricoles

Le renforcement du secteur agricole, l'autonomie alimentaire, l'adaptation au changement climatique font partie des grands défis auxquels l'Afrique doit répondre.

Si les efforts de production locale ne permettent pas de satisfaire la demande portée par une forte croissance démographique, de nombreux programmes ont été engagés afin de produire plus et mieux localement, en créant de nouveaux emplois. Dans cet objectif, les coopératives agricoles et agroalimentaires françaises mobilisent leurs expertises pour le renforcement de l'écosystème agricole africain et la structuration des filières (stockage, logistique, transformation).

Lors du salon Producteur qui a réuni les acteurs de la RSE à Paris, la fondation InVivo et les COOP de France ont proposé, le 5 avril, une table-ronde dédiée à l'Afrique : « La Coopération Agricole : partenaire de la structuration des filières agricoles et alimentaires en Afrique ».

Expert de la relation client digitale



Dimelo était présent au salon Customer Experience Chapter à Kigali au Rwanda les 27 et 28 mars. Cet événement a rassemblé les leaders internationaux de la relation client et a été l'opportunité d'échanger sur les dernières stra-

tégies et solutions de relation client.

Eric Dos Santos, International VP of Sales et co-fondateur de Dimelo, et **Olivier Mentine**, International Business Development, ont présenté les dernières tendances de la relation client digitale en Afrique et les clés pour développer une relation client omnidigitale répondant aux nouvelles attentes du marché. Ils ont également rencontré de nombreux décideurs pour échanger sur leurs enjeux actuels en termes de relation client.

Dimelo est actuellement présente dans 21 pays africains, en accompagnant des entreprises telles qu'Orange et Canal + dans la gestion de leur relation client digitale.

En participant à cet événement, Dimelo affirme sa présence sur le continent africain et ses projets d'y développer de nouveaux partenariats.



Deux facteurs de crise à surveiller

Dans le cadre de ses activités, EH&A a identifié deux facteurs actuels de crises auxquels peuvent se trouver confrontées les entreprises implantées en Afrique.

D'une part, les problèmes de gouvernance liés notamment à la confusion entre comité exécutif et conseil d'administration, semblent déstabiliser les entreprises jusqu'à les plonger en situation de crise. Conflits, tensions, mésententes, la situation peut très vite dégénérer et bloquer le bon fonctionnement de l'entité.

D'autre part, l'extraterritorialité de la loi américaine (FCPA) est un terreau fertile de situations « criso-gènes ». Le Département of Justice ne s'intéresse plus uniquement aux grands groupes, il n'est pas rare qu'il cible de plus petites structures. Si le risque juridique est de mieux en mieux appréhendé, les conséquences sur le business, l'image et la réputation peuvent être désastreuses.

EH&A propose de vous accompagner dans la gestion de crise ouverte mais aussi dans la préparation en amont, avant que la crise ne survienne.



Maîtriser les PPP

Eversheds Sutherland, Business Africa et le CIAN organisent une conférence intitulée « les PPP en Afrique francophone : défis et opportunités », le 17 mai 2018 de 17h30 à 19h dans les locaux d'Eversheds Sutherland LLP à Paris.

Cette conférence-débat permettra d'aborder des questions relatives aux conditions de réussite des PPP en Afrique francophone et notamment les contraintes financières, politiques et techniques qui jalonnent la vie d'un PPP.

En savoir plus

BIGFIVE Solutions Paris

Jérémie de Clercq

Jeremie@bigfiveparis.com

Abidjan

Assita Savané

Assita@bigfiveabidjan.com

Cape Town

Bertrand Jame

Bertrand@Bfsnetwork.co.za

FONDS DE DOTATION COMPAGNIE FRUITIERE

<http://fdd-cf.com>

COOP DE FRANCE

www.lacooperationagricole.coop/nos-actualites-coop-de-france

DIMELO

www.dimelo.com

Eric Dos Santos, International VP of Sales et Co-Fondateur
eric.dossantos@dimelo.com

EH&A

www.eha-consulting.com

Du 26 au 28 avril, l'agence EH&A sera présente à Casablanca, au salon Préventica, congrès international pour la maîtrise des risques Le jeudi à 11h, Emmanuel Hervé interviendra lors d'une conférence sur les méthodes de gestion de crises et les stratégies de communication sensible.

EVERSHEDS SUTHERLAND

www.eversheds-sutherland.com/global/en/where/europe/france/-fr/index.page

Adresse:

8, place d'Iéna, 75116 Paris
Contact pour la conférence,
Nathalie Bezeault

NathalieBezeault@eversheds-sutherland.com

Mouvements chez EY Transaction Advisory Services

EY **Marita Maier**, diplômée des écoles de commerce de Reutlingen et de Reims, prend la tête de l'équipe Transaction Advisory Services (TAS) d'EY (ex Ernst & Young) en Afrique francophone. Associée senior, Marita a notamment été Chief Operating Officer et Talent Leader pour TAS pour la zone Europe, Moyen Orient, Inde, Afrique. Elle a récemment passé 3 ans en Inde à la tête des French et German Business Centers d'EY, au service des clients français et allemands. Marita a accompagné de nombreux clients lors d'acquisitions transfrontalières, en particulier dans les secteurs de la défense, de l'aéronautique et de l'industrie manufacturière. En Côte d'Ivoire depuis un an, Marita est COO et, depuis peu, responsable de TAS pour l'Afrique francophone.

Alain Kété, ESSEC, prend la tête de l'équipe TAS en Côte d'Ivoire. Alain Kété a passé 7 ans dans le secteur bancaire (Standard Chartered Bank, Groupe Banque Atlantique, Access Bank, etc.). Il a ensuite rejoint EY dont il est devenu associé. Alain a effectué de nombreuses diligences financières, en particulier pour les fonds d'investissements spécialisés sur l'Afrique.

HEC PARIS AfricaDays sur le campus

L'agriculture était à l'honneur de la seconde édition des AfricaDays organisés le 3 avril sur le campus de Jouy-en-Josas. Cette soirée a mis en valeur les innovations technologiques observées à travers le monde pour s'interroger sur les nouveaux modèles de développement à la fois équitables et durables qui impacteront le continent africain. Elle a également permis de faire le point sur l'ampleur des défis à relever et les différentes « écoles » de culture présentées par les chercheurs et les industriels du secteur.



Choisir un hôtel sûr

La sélection des hôtels pour des missions professionnelles fait partie intégrante d'une politique voyage, y compris sous l'angle de la sûreté des voyageurs d'affaires.

Une série d'attaques terroristes sur des hôtels en Afrique (Hôtel Byblos Sévaré, Hôtel Radisson Blu Bamako, Splendid Hôtel Ouagadougou) ces dernières années l'a cruellement rappelé. Ces événements ont souligné la nécessité de ne pas conditionner la sélection d'hôtels à de simples considérations de coût ou de confort mais de prendre en compte l'environnement local et sa palette de risques (terrorisme, criminalité, catastrophes naturelles...), le profil des voyageurs, ainsi que la durée et la nature de la mission professionnelle. International SOS met à votre disposition une note d'analyse détaillant les bases d'une démarche de sélection rigoureuse et circonscrite des hôtels.



Projet pour Libya Oil

PATHFINANCE signe un nouvel acteur majeur du continent : le groupe LIBYA OIL, acteur de la distribution de

pétrole et de gaz. Toujours basé sur la combinaison de son offre MULTIPATH avec le Treasury Management System Kyriba, ce projet couvre 18 pays de la zone et ouvre de nouveaux territoires en Afrique de l'Est et au Moyen-Orient : l'Erythrée, l'Égypte, le Soudan, les Emirats Arabes Unis,...

Déjà active dans plus de 50 pays, la société **PATH FINANCE** accompagne les 36 filiales du groupe panafricain sur un périmètre fonctionnel complet. Au-delà de la gestion de trésorerie prévisionnelle, du contrôle des conditions bancaires, rapprochement comptable et de la comptabilisation automatique, ce groupe ambitionne également d'utiliser la solution comme plateforme de paiement, lorsque les capacités télématiques locales le permettent.



Vols sur mesure et en toute sécurité

Regourd Aviation a démarré ses activités en 1976 par l'achat-vente d'aéronefs, avant de développer ses activités de transporteur aérien grâce à la création de plusieurs compagnies en Afrique et en Europe. Le groupe compte aujourd'hui plus de 300 salariés et une flotte d'une douzaine d'avions d'affaires et de transport régional.

Vous offrir le meilleur service et garantir votre sécurité sont nos engagements permanents. Tous nos vols sont exploités selon les règles européennes EASA et en parfaite conformité des exigences locales. Ainsi, tous les collaborateurs du groupe répondent aux exigences de qualification et d'expérience les plus strictes.

Le suivi de navigabilité de toute la flotte est confié à notre organisme CAMO et nous assurons la maintenance base et en ligne de nos aéronefs grâce à notre centre MRO agréé EASA-Part 145.



Nouvelle offre au Tchad

Le Tchad devient le dernier pays en date à intégrer la zone géographique couverte par le cabinet d'avocats VdA et son réseau international de cabinets partenaires, VdA Legal Partners.

VdA s'associe avec le cabinet Bassounda & Partners, fondé en 2011 par **Me Sylvanus Bassounda** et basé à N'Djamena, afin d'assister une clientèle opérant principalement dans les industries extractives, l'agroalimentaire et les télécoms, qui sont trois secteurs-clé de l'économie tchadienne.

Outre leur forte présence en Afrique lusophone, les équipes de VdA interviennent régulièrement dans une dizaine de pays d'Afrique francophone (Bénin, Cameroun, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Conakry, RD Congo, Sénégal, Tchad), sous la coordination de **Matthieu Le Roux**, associé



Inauguration

Le 24 mai prochain, Veolia Water Technologies Afrique inaugurera à Johannesburg sa nouvelle usine de fabrication de Produits chimiques d'une capacité de 15.000 tonnes par an. Toute une gamme de

En savoir plus

EY
www.ey.com/fr

HEC PARIS
execed.hec.edu/fr
AfricaDays
www.africadays.hec.edu/

INTERNATIONAL SOS
www.internationalsos.com

PATHFINANCE
contact@pathfinance.com

REGOURD AVIATION
www.regourd.com
Benjamin Sinclair, directeur développement et stratégie
bsinclair@regourd.com

VIEIRA DE ALMEIDA
Mathieu Le Roux, associé
MLR@vda.pt

VEOLIA WATER TECHNOLOGIES
www.veolia.com
Pour plus d'informations :
alain.gallais@veolia.com
Pour recevoir des informations techniques :
arnaud.gisclon@veolia.com

Mars / Avril 2018

produits chimiques Hydrex sera produite sur ce site pour répondre à l'ensemble des besoins en matière de traitement et d'assainissement des eaux, selon les normes OMS.

Cette nouvelle unité de production moderne de 3.000 m² et 70 salariés viendra remplacer l'usine actuelle construite en 1964. Elle permettra de répondre avec une plus grande pertinence et une réactivité accrue aux besoins croissants de traitement de l'eau des pays africains.

Cet investissement de 4 millions d'euros confirme les ambitions de VWT Afrique de proposer des solutions locales et adaptées aux enjeux de l'eau et de la santé en Afrique. Il vient renforcer notre ancrage sur le continent avec notamment notre autre usine de production d'unités de traitement d'eau en Afrique du sud et s'accompagne de la création d'emplois durables et d'actions de formation professionnelle.

NOUVEAUX ADHERENTS



Leader mondial intégré de la construction et de l'entretien d'infrastructures de transport

Colas est implanté sur le continent Africain depuis plus de 80 ans. Les activités de Colas Afrique sont la construction et l'entretien de routes, de plateformes industrielles, d'aménagements urbains... Présent dans une douzaine de pays (Maroc, Cote d'Ivoire, Benin, Guinée, Sénégal, Gabon, Congo, Afrique du Sud, Namibie, Zambie, Kenya...), Colas Afrique emploie plus de 4000 collaborateurs. C'est en s'adaptant aux besoins du marché et de nos clients, en proposant des solutions techniques au prix juste, en s'appuyant sur notre capacité à apporter des financements à nos clients que Colas Afrique poursuit son développement sur l'ensemble du continent Africain. Acteur totalement intégré dans le paysage local, Colas Afrique s'appuie sur une grande majorité de collaborateurs africains et développe une politique Ressources Humaines tournée vers la valorisation des talents africains, le développement des compétences et de l'emploi sur le continent...



Accélérateur d'affaires en francophonie

Mission Internationale vous accompagne dans l'implantation de votre entreprise à l'international vers la francophonie en 3 étapes : stratégie (plan d'accélération, mission exploratoire, étude des opportunités de croissance), implantation (accompagnement juridique et financier, recherche de partenaires, création de filiale) et développement (accroissement du CA, coordination avec les partenaires sélectionnés, veille stratégique et lobbying). Un interlocuteur local expérimenté vous conseille, coordonne et exécute l'ensemble de votre processus d'internationalisation. Vous bénéficiez de la crédibilité de notre réseau d'experts qualifiés, intervenants et partenaires de haut niveau des secteurs privés et publics. Depuis plus de 10 ans avec ses partenaires, Mission Internationale propose également des conférences, des délégations d'entreprises ainsi que les « Rencontres d'Affaires Francophones », le rendez-vous annuel d'affaires francophones en France qui rassemble dirigeants d'entreprises de différents secteurs d'activités, partenaires privés, organismes institutionnels français et francophones.



Cabinet d'affaires

Latournerie Wolfrom Avocats, fondé en 1995, est un cabinet d'affaires qui conseille ses clients pour toutes leurs opérations stratégiques, partenariats complexes et contentieux.

Avec rigueur et implication, LWA accompagne ses clients (institutions, investisseurs, entreprises) en apportant des solutions juridiques sécurisées, opérationnelles et innovantes.

L'équipe Afrique conseille depuis plusieurs dizaines d'années ses clients dans le cadre de projets, d'opérations corporate diverses et de contentieux/arbitrages dans la quasi-totalité des pays du continent africain. Elle dispose en outre d'un réseau de correspondants partageant les mêmes exigences et les mêmes valeurs, à même de fournir une assistance efficace et adaptée au contexte local.

L'une des particularités de cette équipe est de couvrir la totalité des secteurs d'activité économique, au-delà des traditionnels secteurs de l'énergie et des mines. A titre d'exemple, elle est notamment intervenue dans les secteurs suivants : télécommunications, institutions financières, gestion des eaux et déchets, infrastructures, industrie pharmaceutique, agro-alimentaire, *private equity* et entreprises de croissance.

En savoir plus

COLAS

www.colas.com

Julien Denegre, Sales & Business Dev Director Africa
Julien.denegre@colas.com

MISSION INTERNATIONALE

www.mission-internationale.com

David Kassar, président
d.kassar@mission-internationale.com

Tél : +33 (0)6 18 07 52 61

Les rencontres d'affaires francophones

www.rencontres-affaires-francophones.com

RDV le 8 novembre 2018 à la Maison de la Mutualité

LATOURNERIE WOLFROM AVOCATS

Associés :

Jean Latournerie, Térance Cabot, Christian Wolfrom, Hervé Castelneau, Pierre Lafarge, Thibaut Kazémi et Jean-Luc Marchand.

Contact :

Sara Bentouati, Assistante Département Corporate – M&A – Private Equity
s.bentouati@latournerie-wolfrom.com

PARTENARIAT

#FDDA2018

Conférences
Tables rondes
Networking



VENDREDI 22 JUIN 2018 PALAIS DES CONGRÈS - PARIS

PARTAGE
D'EXPÉRIENCES

PUBLICATIONS

GUIDES PRATIQUES DU CIAN

**La responsabilité sociale
et environnementale des
entreprises françaises en
Afrique : enjeux, pratiques
et recommandations**
(10 € + port)

**Résister aux sollicitations
indues dans le domaine
fiscal et douanier**
(9 € + port)

**Recruter pour l'Afrique :
jongler avec les paradoxes**
(10 € + port)

Pour les commander
communication@cian.asso.fr
Tél. +33 (0)1 45 62 55 76



L'Afrique, une promesse. Comment l'Afrique s'éveillera,
Hervé Mahicka, Michalon Eds, janvier 2018

Le Digital en Afrique. Les cinq sauts numériques,
Jean-Michel Huet, Les Cahiers du CIAN, mars 2017

**Le Nouveau Pacte Africain. Les défis du dialogue public
-privé,** Patrick Sevaistre & Jean-Luc Ricci, Les Cahiers du
CIAN, oct 2017

AGENDA

CIAN

PARIS – Commission RSE, 12 avr
PARIS – Commission Sûreté, 19 avr
PARIS – Commission Digitale, 23 avr
PARIS – Commission Sûreté, 15 mai (TBC)
PARIS – Commission Santé, 17 mai
PARIS – Commission Juridique & Fiscale, 23 mai
PARIS – **Déjeuner-débat, 19 juin**

AFRIKA-VEREIN

ALL – 12th German Africa Energy Forum,
Hambourg, 24-25 avr

AFRICA CONVERGENCE DAKAR

SENEGAL – Les défis de l'exécution stratégique,
21-22 juin

ADEPTA

ZAMBIE – AGRITECH Lusaka, 12-14 avr
ETHIOPIE – AGROFOOD Addis-Abeba, 3-5 mai

ABLC

PARIS – Conférence annuelle, Tourisme, 18 juin

BUSINESS FRANCE

PARIS – Atelier Nigéria, 27 juin
CAMEROUN – Renc bailleurs de fonds Yaoundé,
19-20 avr

Programme de la France à 'export

www.programme-france-export.fr

CNPM (Patronat Malien)

MALI – Forum agro industrie, Bamako, 26-27 avr

CYCLOPE

PARIS – Sortie du Rapport mondial sur les
matières premières, 16 mai

CROISSANCE PEACE

PARIS – Industrialisation de l'Afrique, 26 avr
Rencontres BtoB, 27 avr

FORUM DES DIASPORAS AFRICAINES

PARIS – Innover, fédérer, agir, 22 juin

IPEMED

PARIS – Petit déjeuner Egypte, hub entre
l'Europe et l'Afrique, 11 avr

KBM

RDC – Salon multisectoriel à Lubumbashi,
24-25 mai

Infos : <https://www.kbm-rdc.com/index.php>

MEDEF INTERNATIONAL

PARIS – UP40, Up Event #2, Energie, mai
PARIS – Conférence Ville Durable, 22 mai

SCIENCES PO BORDEAUX

BORDEAUX – Colloque Bonnes Nouvelles
d'Afrique, 7-8 juin

La Lettre du CIAN

Président :
Alexandre Vilgrain

Directrice de la publication :
Sandrine Sorieul

Ont collaboré à ce numéro :
Stephen Decam, Etienne Giros,
Laurent Padoux

Pour vous abonner :
communication@cian.asso.fr

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française rassemblant les entreprises investies en Afrique. A travers leurs 10 000 établissements et 300 000 collaborateurs sur place, ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 60 milliards €, soit 80% de l'activité française sur le continent.

Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant, pour eux, auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leurs activités.

Le CIAN les incite, dans le cadre de leurs responsabilités sociales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique (adhésion à la Charte RSE du CIAN et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption).

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

45, Rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris
Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76
Fax : +33 (0)1 42 56 79 33
Email : contact@cian.asso.fr
Site : www.cian-afrique.org



**Retrouvez-nous
sur le Web :**

www.cian-afrique.org